



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2017

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	9
• Etats financiers consolidés	10
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	27
Attestation du rapport financier semestriel	46
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	47

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président d'Exaclair Ltd (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)
Gérant d'Exaclair GmbH (DE)

Christine NUSSE
Présidente du Conseil de surveillance des Ets Charles NUSSE
Présidente d'Exaclair Inc. (US)
Présidente de Quo Vadis International (CA)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal
Président de Schut Papier (NL)

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Madly
Gérant de Publiday Multidia (MA)

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Caroline VALENTIN

Céline NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Pascal FRANCOIS

SEREC AUDIT, 75015 Paris
Benoît GRENIER

Mesdames, Messieurs,

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

(en milliers d'€uros)	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Produit des activités ordinaires	294 764	294 761
Résultat opérationnel	9 652	7 363
Résultat net avant I.S	8 915	7 332
Résultat net après I.S	6 354	6 020
dont Part des minoritaires	0	-60
Part du groupe	6 354	6 080

- Le résultat du 1^{er} semestre 2016 était impacté par un profit d'acquisition d'une filiale de 863 K€
- Au début de l'exercice 2017, Exacompta Clairefontaine a pris le contrôle à 100 % de sa filiale Photoweb par rachat d'actions. Il n'y a donc plus d'intérêts minoritaires dans les comptes consolidés.

1.1 SECTEUR PAPIER

La demande en papiers d'impression-écriture en Europe de l'Ouest a été relativement bonne durant ce semestre. Les ventes de ce secteur du Groupe ont été soutenues par l'essor de nouvelles spécialités et son chiffre d'affaires est quasi identique à celui du premier semestre 2016. La production est en retrait de 2,4 % du fait de quelques incidents techniques.

Après les baisses du deuxième semestre 2016, le prix des pâtes à papiers utilisées est reparti fortement à la hausse.

1.2 SECTEUR TRANSFORMATION

En articles de papeterie, l'étude de conjoncture (I+C) donne une tendance éteale sur douze mois.

L'essor de nouvelles formes de commerce et l'évolution des comportements des consommateurs conduisent à renouveler en permanence l'offre commerciale dans ce secteur du Groupe.

La bonne adaptation de ses moyens en marketing, production et logistique ont permis de maintenir son activité à un bon niveau.

1.3 SITUATION FINANCIERE ET ENDETTEMENT

Au 30 juin 2017, pour un chiffre d'affaires de 294 764 K€, l'endettement financier brut du Groupe s'élève à 139 650 K€ et les capitaux propres à 388 368 K€

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a négocié des lignes de crédit avec ses partenaires bancaires pour un total de 135 000 K€ A la clôture du 1^{er} semestre, le Groupe n'avait pas de billets de trésorerie en cours sur un programme d'émission de 125 000 K€

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 91 070 K€ au 30 juin 2017 et affiche un endettement net de 48 580 K€

La marge brute d'autofinancement du Groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 20 080 K€ au 30 juin 2017 contre 17 741 K€ au 30 juin 2016.

1.4 AUTRES POINTS

Pour EXACOMPTA CLAIREFONTAINE, en tant que société mère du Groupe, il n'existe aucun programme de rachat d'actions et il n'y a pas d'actionnariat salarié.

L'actionnaire principal, Etablissements Charles NUSSE, possède 910 395 actions à droit de vote double, soit 80,46 % du capital social au 30 juin 2017.

La société « Financière de l'Echiquier », actionnaire minoritaire, détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nous avons mis au point avec succès de nouvelles qualités pour les impressions offset et jet d'encre, les cartes pour impression Indigo ou ignifuges et des papiers techniques pour l'emballage. L'installation d'Everbal permet de produire des papiers recyclés très blancs sans nécessité de désencrage.

En articles de papeterie, les trois départements ont mis en place durant ces dernières années des équipes complètes de designers et d'infographistes. Le laboratoire de Photoweb est en pointe pour les applications numériques destinées à la production d'articles personnalisés.

3. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le rapport RSE concernant l'exercice 2016 a été diffusé avant la tenue de l'Assemblée Générale du groupe Exacompta Clairefontaine du 31 mai 2017. Il présente les données relatives à la gestion sociale du Groupe, à notre politique environnementale et des indicateurs sociétaux. Le rapport RSE a été validé par Bureau Veritas. Toutes les données sont régulièrement tenues à jour et sont publiées annuellement.

Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

Le Conseil d'administration du 31 mai 2017 a approuvé le Code de Conduite qui a été diffusé dans l'ensemble du Groupe et est disponible sur le site www.exacomptaclairefontaine.fr.

3.1 INFORMATIONS SOCIALES

↪ Effectif

L'effectif total du groupe Exacompta Clairefontaine était de 3 200 personnes au 30 juin 2017 contre 3 226 au 30 juin 2016 et 3 144 au 31 décembre 2016.

Les sociétés appliquent à titre principal la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle du cartonnage.

↪ Comité de groupe

Le comité de groupe réuni le 21 juin 2017 a commenté l'activité ainsi que les perspectives économiques et sociales.

3.2 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

↪ Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe

Le 6 juillet 2017, le Ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a présenté son plan climat. Parmi les grandes orientations annoncées, ce programme prévoit d'« en finir avec les énergies fossiles et de s'engager dans la neutralité carbone ». Cela passerait notamment par un renforcement du prix du carbone, « pour donner un juste coût à la pollution », avec également l'ambition d'atteindre la neutralité des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050. Le Ministre précise aussi que la France soutiendra la conclusion rapide d'un accord ambitieux sur la révision du mécanisme européen d'échange des quotas de CO₂.

Les économies d'énergie sont au cœur de la stratégie des sites du groupe et des actions dans ce domaine sont menées chaque année. Fin 2016, les Papeteries de Clairefontaine ont ainsi été certifiées pour la mise en place d'un système de management de l'énergie suivant la norme ISO 50 001.

Evolution des émissions de CO₂

Site	Emissions de CO ₂ (tonnes)	
	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
CLAIREFONTAINE	41 562	43 175
MANDEURE	4 953	5 086
EVERBAL	816	1 560
Total	47 331	49 821

Evolution des émissions rapportées au tonnage produit

Site	Ratio (kg CO ₂ / t de papier brute)	
	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
CLAIREFONTAINE	433	438
MANDEURE	263	265
EVERBAL	34	69

La production globale de papier brute des trois sites a reculé de 1,2 % sur le premier semestre 2017 par rapport à la même période de 2016. Comparativement, les émissions globales de CO₂ baissent de 5 %.

Les émissions rapportées à la tonne de papier produite sont également en diminution indiquant une amélioration de l'efficacité énergétique des sites.

3.3 INFORMATIONS SOCIETALES

↳ Réchauffement climatique

Papeteries de Clairefontaine soutient l'association MEROCEANS dans son étude sur le réchauffement de la planète. D'octobre 2016 à avril 2017, un voilier spécialement conçu a été mené en solitaire pour collecter des données essentielles à l'interface océan/atmosphère au plus près du continent austral et témoigner scientifiquement du changement climatique. En particulier, la température et la salinité ont été précisément analysées.

↳ Partenariats

Comme en 2016, des partenariats sportifs et culturels ont été développés en particulier vis-à-vis des jeunes.

Le Groupe continue de soutenir l'UNICEF pour l'éducation des enfants.

4. PERSPECTIVES

4.1 PERSPECTIVES GENERALES

Au deuxième semestre 2017, la demande commerciale pourrait s'éroder et la montée du cours des pâtes à papiers aura un fort impact sur la marge dégagée.

Le résultat opérationnel de l'exercice pourrait être en retrait sur celui de 2016 qui s'élevait à 17 264 K€

4.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes. Ceci est développé dans le rapport diffusé auprès des actionnaires avant l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 2017. Les informations données ci-dessous ne sont que des compléments d'actualité de ce rapport.

➤ Risques liés à l'activité économique

La tendance générale en France et en Europe occidentale est à une érosion de la consommation des papiers et des articles de papeterie. On peut craindre que l'adaptation de l'outil industriel ne soit pas assez rapide pour tenir compte de cette évolution et que des importations en provenance d'autres parties du monde perturbent également ce marché.

Par ailleurs, les variations monétaires qui affectent le prix de nos matières premières sont extrêmement préjudiciables pour notre activité. Nous continuons notre politique de couverture à terme de nos besoins en dollars.

➤ Risques financiers

Pour ne pas dépendre uniquement des financements à court terme, même si ceux-ci sont à des taux intéressants, le groupe a conclu plusieurs emprunts à moyen terme pour un total de 79,5 M€ au 1^{er} semestre 2017.

➤ Risques de crédit

Depuis le début de l'année 2017, le groupe n'a pas enregistré de défaillance significative dans les règlements de ses clients.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2017

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 10
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 27

Bilan consolidé

en K€	30/06/2017	31/12/2016	Notes
ACTIFS NON COURANTS	263 040	261 943	
Immobilisations incorporelles	14 478	14 982	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	28 266	28 266	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	216 921	213 883	(2.1.5)
Actifs financiers	2 421	3 750	(2.1.6)
Impôts différés	954	1 062	(2.4)
ACTIFS COURANTS	449 971	391 180	
Stocks	185 634	170 346	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	168 654	114 389	(2.2.2)
Acomptes versés	1 438	2 257	
Créances d'impôt	3 175	837	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	91 070	103 351	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	713 011	653 123	

CAPITAUX PROPRES	388 368	387 415	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	225 709	228 166	
Réserves consolidées	153 237	140 415	
Ecart de conversion	-1 458	-1 169	
Résultat - part du groupe	6 354	13 809	
Capitaux propres – part du groupe	388 368	385 747	
Intérêts minoritaires	0	1 668	
DETTES NON COURANTES	146 505	94 871	
Dettes portant intérêt	99 588	48 636	(2.6)
Impôts différés	23 991	24 184	(2.4)
Provisions	22 926	22 051	(2.5)
DETTES COURANTES	178 138	170 837	
Dettes fournisseurs	63 253	66 798	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	40 062	40 957	(2.6)
Provisions	9 004	8 869	(2.5)
Dettes d'impôt	124	137	
Autres dettes	65 695	54 076	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	713 011	653 123	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2017	30/06/2016	Notes
Produits des activités ordinaires	294 764	294 761	
- Ventes de produits	291 325	291 742	
- Ventes de services	3 439	3 019	
Autres produits opérationnels	2 698	2 848	
- Reprises d'amortissements	65		(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	107	14	
- Autres produits	2 526	2 834	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	14 566	17 918	(2.2.1)
Production immobilisée	298	343	
Marchandises et matières consommées	-147 436	-153 735	(2.2.1)
Charges externes	-50 374	-50 437	
Frais de personnel	-79 100	-79 543	(2.12)
Impôts et taxes	-7 720	-6 875	
Dotations aux amortissements	-13 683	-13 571	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-4 361	-4 346	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwill	9 652	7 363	
Profit d'acquisition		863	(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwill	9 652	8 226	
Produits financiers	1 336	1 936	
Charges financières	-2 073	-2 830	
Résultat financier	-737	-894	(2.13)
Charges d'impôt sur le résultat	-2 561	-1 312	(2.4, 2.11)
Résultat après impôts	6 354	6 020	
Résultat net – part des minoritaires	0	-60	
Résultat net - part du Groupe	6 354	6 080	
Résultat de la période	6 354	6 080	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	5.62	5.37	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2017	30/06/2016
Résultat net de la période	6 354	6 020
• Ecart résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	-290	-197
• Ecart actuariels	-31	-5
• Variations de périmètre	0	-34
Résultat global total	6 033	5 784
Attribuable :		
- aux minoritaires	0	-110
- au Groupe	6 033	5 894

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2015	376 803	3 034	379 837
Écarts de conversion	-370		-370
Écarts actuariels et autres variations	-911	-54	-965
Put sur intérêts minoritaires Photoweb	-1 305		-1 305
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-2 586	-54	-2 640
Résultat de l'exercice	13 809	-1 105	12 704
Dividendes	-2 279	-207	-2 486
Solde au 31/12/2016	385 747	1 668	387 415
Écarts de conversion	-290		-290
Écarts actuariels et autres variations	-31		-31
Autres variations	-470		-470
Prise de contrôle à 100 % de Photoweb		-1 668	-1 668
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-791	-1 668	-2 459
Résultat de l'exercice	6 354		6 354
Dividendes *	-2 942		-2 942
Solde au 30/06/2017	388 368	0	388 368

* Dividende versé par Exacompta Clairefontaine 2,60 €par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2017	31/12/2016	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	91 070	103 351	(actif)
Découverts bancaires remboursables	-40 018	-40 900	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-44	-56	(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	51 008	62 395	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2017	31/12/2016	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 354	12 704	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	14 648	35 468	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	-193	-6 015	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	62	419	
• Ecart de conversion	-290	-370	
• Autres	-501	-930	
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>20 080</i>	<i>41 276</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-60 566	1 773	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	-4 671	7 343	
• Impôt sur les bénéfices décaissé	2 333	-1 861	
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-42 824	48 531	
• Acquisitions d'immobilisations	-16 383	-30 085	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	1 478	1 339	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions	-1 668	-708	
• Incidence des variations de périmètre - cessions			
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-16 573	-29 454	
• Dividendes versés	-9 727	-8 775	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	6 785	6 289	
• Emprunts souscrits	79 997	25 353	
• Remboursements d'emprunts	-28 968	-25 797	
• Intérêts payés	-456	-1 010	
• Intérêts reçus	379	793	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	48 010	-3 147	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-11 387	15 930	
Trésorerie d'ouverture	62 395	46 465	
Trésorerie de clôture	51 008	62 395	
Variation de trésorerie	-11 387	15 930	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 7 septembre 2017.

2- Adoption des normes internationales

➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2017 :

Il n'y a pas de nouvelle norme, amendement ou interprétation adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire en 2017.

➤ Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire après 2017

- ✗ IFRS 9 – *Instruments financiers*
- ✗ IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation.

➤ Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne

- ✗ IFRS 16 – *Contrats de location*
- ✗ Amendements à IAS 7 – *Initiative concernant les informations à fournir*
- ✗ Amendements à IAS 12 – *Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes*
- ✗ Amendements à IFRS 2 – *Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions*
- ✗ Améliorations annuelles – *Cycle 2014-2016*

L'analyse des incidences de l'application de ces nouveaux textes est en cours.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises*.

Le goodwill provenant d'un regroupement d'entreprises est évalué comme étant l'excédent entre la contrepartie transférée et le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la juste valeur des actifs et passifs de la filiale acquise. Cette option est ouverte lors de chaque opération de regroupement d'entreprises et ne peut être modifiée ultérieurement.

Lors d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la quote-part de la participation détenue avant la prise de contrôle est évaluée à sa juste valeur. Le produit ou la perte correspondante est enregistré en résultat.

L'évaluation initiale du regroupement d'entreprises peut être ajustée en contrepartie du goodwill en cas de nouvelles informations sur des faits existants à la date d'acquisition. La période d'ajustement de l'évaluation initiale est limitée à 12 mois à compter de la date de l'acquisition.

Le Groupe comptabilise les frais connexes à l'acquisition d'une filiale en charges sur les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus.

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière. Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif. Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales. Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables à la date de l'acquisition.

Le goodwill est initialement évalué à son coût et comptabilisé en tant qu'actif selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Il est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont constitués le plus souvent de filiales ou de regroupements de filiales présentant des synergies et ne présentant pas de flux de trésorerie indépendants.

Ces UGT sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année un test de dépréciation est réalisé sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie porteuses de goodwills, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée, selon les modalités suivantes conformément au dispositif prévu par la norme IAS 36 :

- ✖ Taux d'actualisation correspondant au taux de rendement attendu du marché pour un placement équivalent, indépendamment des sources de financement. Ce taux d'actualisation est un taux avant impôts appliqué à des flux de trésorerie avant impôts. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux après impôts appliqué à des flux de trésorerie fiscalisés
- ✖ Business plans à 3 ans correspondant aux plans validés par la Direction
- ✖ Extrapolation des flux d'exploitation au-delà de 3 ans sur la base d'un taux de croissance propre au secteur d'activité

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible entre le coût ou leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. La période actuelle d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre couvre la période 2013-2020.

Les méthodes de comptabilisation appliquées par le Groupe sont celles issues du « Règlement N° 2012-03 du 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre et unités assimilées » adopté par l'Autorité des Normes Comptables.

Dans le cadre de ce règlement, le Groupe applique le modèle « Production » pour lequel la détention des quotas est liée à un processus de production générant des émissions de gaz à effet de serre. Ils sont utilisés pour se conformer aux obligations de restitution.

Les principales caractéristiques de l'application de ce modèle sont les suivantes :

- ✖ Les quotas sont comptabilisés en stocks
 - Les quotas alloués par l'Etat sont comptabilisés pour une valeur nulle. Ils sont suivis en quantité uniquement
 - Les quotas acquis sont enregistrés à leur coût d'acquisition
- ✖ Evaluation à la date de clôture
 - Une dépréciation est à comptabiliser lorsque la valeur actuelle du stock est inférieure à sa valeur comptable
 - Les quotas alloués, étant affectés d'une valeur nulle, ne sont pas soumis à une évaluation spécifique
- ✖ La sortie de stock
 - Les quotas sont sortis du stock au fur et à mesure des émissions de CO₂. Dans le cas de quotas alloués il n'y a pas d'incidence comptable
 - En cas de cession de quotas, les plus-values et moins-values sont comptabilisées en résultat opérationnel
- ✖ Les obligations liées aux émissions de gaz à effet de serre
 - L'obligation fondamentale de restitution de quotas de CO₂ en fonction des émissions est inchangée par rapport aux périodes d'allocation précédentes
 - A la clôture de chaque période comptable, si les quotas [alloués + acquis] sont insuffisants pour faire face à l'obligation de restitution, un passif correspondant au montant des quotas manquants à acquérir est comptabilisé

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire.

Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation d'une semaine et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction – valeurs mobilières de placement – sont des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur correspondant au prix qui serait échangé par des parties consentantes et bien informées et dans des conditions de concurrence normale. Elle est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales contrôlées constituent un passif financier. La dette est estimée en fonction des contrats et peut être ré-estimée en fonction des résultats réalisés par l'entité.

Le Groupe enregistre ces options de vente en passif financier pour la valeur actuelle du prix d'exercice de ces options déduction faite des intérêts minoritaires correspondants avec pour contrepartie les capitaux propres part du Groupe.

Les variations ultérieures de la dette suivent le même traitement.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des TMO à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi – CICE

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été instauré par l'article 66 de la Loi de finances rectificative n° 2012-1510 du 29 décembre 2012.

Il est calculé sur le total des rémunérations versées au titre de l'année civile et le produit est pris en compte au rythme de l'engagement des charges de personnel. Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières libellés en USD.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50 % des transactions futures anticipées dans cette devise sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. En conséquence, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de tirage couvrant les échéances moyen terme.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et par pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement, et digital photos

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2017 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU-RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue George Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
MADLY	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138-140, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665
LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814

LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
CLAIRCELL INGENIERIE	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
RAINEX	Lieudit Saint-Mathieu - ZI 78550 HOUDAN	100	100	I.G.	709 805 717
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
PHOTOWEB	1, rue des Platanes 38120 SAINT-EGREVE	100	100	I.G.	428 083 703
INVADERS CORP	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	538 606 377
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA I REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	Boulevard Paepsem, 18D B – 1070 ANDERLECHT	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	

QUO VADIS International Ltd	1055, rue Begin – Ville Saint Laurent QUEBEC H4R 1V8	100	100	I.G.	
EXACLAI Italia Srl	Via Soperga, 36 I – 20127 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1–32–3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075–3770	100	100	I.G.	
SCHUT PAPIER	Kabeljauw 2 NL – 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> Néant

Les effets des mouvements de périmètre sont détaillés dans les informations sur le bilan et le compte de résultat ci-après.

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 865 K€ Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2017.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 4 filiales au 30 juin 2017. L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques. Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2017, aucune indication que les UGT se soient dépréciées n'ayant été identifiée.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2017	31/12/2016
<i>Immobilisations corporelles</i>	9 376	9 376
Terrains	5	5
Constructions	689	689
Installations techniques, matériel et outillages industriels	8 682	8 682
<i>Amortissements</i>	9 371	9 371
Cumulés à l'ouverture	9 371	9 371
Dotation de la période	0	0
<i>Emprunts</i>	0	0

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont maintenus à leur coût à défaut de juste valeur fiable.

Les participations non comprises dans le périmètre sont non consolidables et non significatives.

Les créances rattachées aux participations et les prêts et autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2017, en K€	Goodwills	Concessions, licences, marques et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	38 507	29 751	6 015	74 273
Acquisitions		423	78	501
Cessions		-38		-38
Variations de périmètre				
Ecarts de conversion		-6	-47	-53
Transferts et autres mouvements	-9 876	212	-212	-9 876
Valeur brute à la clôture	28 631	30 342	5 834	64 807
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	10 241	17 921	2 863	31 025
Cessions		-36		-36
Variations de périmètre				
Amortissements		743	256	999
Dépréciations				
Reprises				
Ecarts de conversion		-6	-43	-49
Transferts et autres mouvements	-9 876	102	-102	-9 876
Amortissements et dépréciations à la clôture	365	18 724	2 974	22 063
Valeur nette comptable à l'ouverture	28 266	11 830	3 152	43 248
Valeur nette comptable à la clôture	28 266	11 618	2 860	42 744

Au 31 décembre 2016, en K€	Goodwills	Concessions, licences, marques et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	39 257	28 221	6 052	73 530
Acquisitions		1 321	171	1 492
Cessions		-123		-123
Variations de périmètre			78	78
Ecarts de conversion		-8	22	14
Transferts et autres mouvements	-750	340	-308	-718
Valeur brute à la clôture	38 507	29 751	6 015	74 273
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	7 644	16 329	2 181	26 154
Cessions		-99		-99
Variations de périmètre			49	49
Amortissements		1 649	569	2 218
Dépréciations	3 347		94	3 441
Reprises				
Ecarts de conversion		-8	20	12
Transferts et autres mouvements	-750	50	-50	-750
Amortissements et dépréciations à la clôture	10 241	17 921	2 863	31 025
Valeur nette comptable à l'ouverture	31 613	11 892	3 871	47 376
Valeur nette comptable à la clôture	28 266	11 830	3 152	43 248

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2017, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	141 138	440 386	36 210	8 800	626 534
Acquisitions	668	6 141	1 648	7 701	16 158
Cessions	-13	-1 692	-393		-2 098
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion	-389	-511	-90		-990
Transferts et autres mouvements	1 049	4 382	107	-5 538	0
Valeur brute à la clôture	142 453	448 706	37 482	10 963	639 604
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	77 906	305 753	28 768	224	412 651
Cessions	-9	-1 538	-323		-1 870
Variations de périmètre					
Amortissements	2 145	9 271	1 090		12 506
Dépréciations				178	178
Reprises				-65	-65
Ecarts de conversion	-181	-458	-78		-717
Transferts et autres mouvements					
Amortissements et dépréciations à la clôture	79 861	313 028	29 457	337	422 683
Valeur nette comptable à l'ouverture	63 232	134 633	7 442	8 576	213 883
Valeur nette comptable à la clôture	62 592	135 678	8 025	10 626	216 921

Au 31 décembre 2016, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	138 871	423 082	34 331	4 921	601 205
Acquisitions	2 729	16 305	2 482	7 714	29 230
Cessions	-437	-3 392	-991		-4 820
Variations de périmètre		2 627	826		3 453
Ecarts de conversion	-553	-1 222	-94		-1 869
Transferts et autres mouvements	528	2 986	-344	-3 835	-665
Valeur brute à la clôture	141 138	440 386	36 210	8 800	626 534
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	74 160	288 406	27 270	0	389 836
Cessions	-402	-2 858	-962		-4 222
Variations de périmètre		2 466	797		3 263
Amortissements	4 380	18 407	2 145		24 932
Dépréciations				224	224
Reprises					
Ecarts de conversion	-232	-1 059	-91		-1 382
Transferts et autres mouvements		391	-391		
Amortissements et dépréciations à la clôture	77 906	305 753	28 768	224	412 651
Valeur nette comptable à l'ouverture	64 711	134 676	7 061	4 921	211 369
Valeur nette comptable à la clôture	63 232	134 633	7 442	8 576	213 883

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2017, en K€	Participations non consolidées	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	997	924	2 402	4 323
Acquisitions		1	1	2
Cessions				
Variations de périmètre				
Ecarts de conversion			-8	-8
Transferts et autres mouvements		-12	-1 290	-1 302
Valeur brute à la clôture	997	913	1 105	3 015
Dépréciations à l'ouverture	571	0	2	573
Acquisitions / cessions				
Variations de périmètre				
Dépréciations	21			
Reprises				
Ecarts de conversion				
Transferts et autres mouvements				
Dépréciations à la clôture	592	0	2	594
Valeur nette comptable à l'ouverture	426	924	2 400	3 750
Valeur nette comptable à la clôture	405	913	1 103	2 421

Au 31 décembre 2016, en K€	Participations non consolidées	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 507	920	2 540	4 967
Acquisitions		102	374	476
Cessions	-510		-2	-512
Variations de périmètre			13	13
Ecarts de conversion			4	4
Transferts et autres mouvements		-98	-527	-625
Valeur brute à la clôture	997	924	2 402	4 323
Dépréciations à l'ouverture	1 013	0	4	1 017
Acquisitions / cessions			-2	-2
Variations de périmètre				
Dépréciations	68			68
Reprises	-510			-510
Ecarts de conversion				
Transferts et autres mouvements				
Dépréciations à la clôture	571	0	2	573
Valeur nette comptable à l'ouverture	494	920	2 536	3 950
Valeur nette comptable à la clôture	426	924	2 400	3 750

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 810 K€ au 30 juin 2017 contre 2 102 K€ au 31 décembre 2016.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2017, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	76	177	660	913
Autres immobilisations financières	322	39	744	1 105
Immobilisations et créances financières	398	216	1 404	2 018

Au 31 décembre 2016, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	73	200	651	924
Autres immobilisations financières	1 818	26	558	2 402
Immobilisations et créances financières	1 891	226	1 209	3 326

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2017, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	63 806	19 576	99 499	182 881
Variation	1 101	1 567	12 327	14 995
Valeur brute à la clôture	64 907	21 143	111 826	197 876
Dépréciations à l'ouverture	6 167	1 069	5 299	12 535
Dotations	4 657	818	2 509	7 984
Reprises	-4 533	-1 027	-2 715	-8 275
Ecart de conversion et autres mouvements	-2			-2
Dépréciations à la clôture	6 289	860	5 093	12 242
Valeur nette comptable à l'ouverture	57 639	18 507	94 200	170 346
Valeur nette comptable à la clôture	58 618	20 283	106 733	185 634

Au 31 décembre 2016, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	58 600	19 460	101 007	179 067
Variation	5 206	116	-1 508	3 814
Valeur brute à la clôture	63 806	19 576	99 499	182 881
Dépréciations à l'ouverture	5 846	1 056	5 294	12 196
Dotations	6 005	1 031	5 147	12 183
Reprises	-5 672	-1 018	-5 140	-11 830
Ecart de conversion et autres mouvements	-12		-2	-14
Dépréciations à la clôture	6 167	1 069	5 299	12 535
Valeur nette comptable à l'ouverture	52 754	18 404	95 713	166 871
Valeur nette comptable à la clôture	57 639	18 507	94 200	170 346

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 101	694	-625	-6	3 164
Autres créances	241				241
Total	3 342	694	-625	-6	3 405

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	151 266	1 055		152 321
Créances fiscales et sociales	13 422			13 422
Comptes courants débiteurs				
Débiteurs divers	2 992			2 992
	167 860	1 055		168 735
Dépréciation				-3 405
Actifs financiers				165 330
Charges constatées d'avance				3 324
Créances clients et autres créances au bilan				168 654

2.2.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction (valeurs mobilières de placement) sont des actifs désignés à la juste valeur par le résultat. La valeur au bilan, soit 28 963 K€ correspond à la valeur de marché au 30 juin 2017. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 € sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les marques, les provisions réglementées, les subventions publiques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La Loi du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 a instauré un passage progressif du taux d'imposition sur les sociétés en France de 33^{1/3} % à 28 %. Les impôts différés sont calculés au taux de 28 %.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à -85 K€(diminution de l'impôt différé passif net).

Au compte de résultat :

- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat net s'élève à -76 K€(produit d'impôt différé).
- La variation de l'impôt différé enregistrée dans le résultat global s'élève à -12 K€au titre du retraitement des écarts actuariels de IAS 19R.

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.11.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	954	1 062	-108
Impôts différés passifs	23 991	24 184	-193
Impôt différé net	23 037	23 122	-85

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	22 051	1 470	-389	-245	39	22 926
Provisions non courantes	22 051	1 470	-389	-245	39	22 926
Provisions pour risques	3 743	857	-460	-93		4 047
Autres provisions pour charges	5 126		-169			4 957
Provisions courantes	8 869	857	-629	-93		9 004

Les autres provisions pour charges sont principalement constituées d'une provision de 4 714 K€ pour complément de prix d'acquisition d'une filiale.

Les autres variations des provisions pour pensions et obligations similaires correspondent à hauteur de 43 K€aux écarts actuariels inscrits dans le résultat global soit 31 K€net d'impôt

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 1,07 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2017	31/12/2016
Engagement à l'ouverture	22 051	20 691
Coût des services rendus	1 174	1 024
Coût financier	276	369
Mouvements de l'exercice	-618	-1 430
→ Dont nouvelles entrées	34	338
→ Dont sorties de l'exercice	-652	-1 768
Engagement hors écarts actuariels	22 883	20 654
Ecarts actuariels dans le résultat global	43	1 397
Engagement à la clôture	22 926	22 051

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 19 490 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 436 K€

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	26 249	82 984	999	110 232
Dettes financières diverses	266	605		871
Concours bancaires	5 501			5 501
Sous total	32 016	83 589	999	116 604
Comptes courants créditeurs	8 002		15 000	23 002
Intérêts courus	44			44
Total	40 062	83 589	15 999	139 650
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				1 734

- Dont dettes courantes 40 062 K€
- Dont dettes non courantes 99 588 K€

Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen terme sont indexées sur l'Euribor. Le coût d'engagement des lignes de tirage se situe en moyenne à 0,22 %. L'utilisation est soumise à une marge variable négociée sur la base du montant et de l'échéance de chaque ligne. La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission et ont une durée maximale de 365 jours.

Aucune émission n'était en cours à la clôture de l'exercice sur un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€

Lignes de tirage

Elles sont négociées auprès de plusieurs banques pour un montant total de 135 000 K€ et couvrent des échéances d'une durée maximale de 5 ans. Les tirages ont une durée comprise entre une semaine et six mois, sans utilisation au 30 juin 2017. En l'absence de tirage, les covenants liés sont sans effet sur les comptes semestriels.

Les financements à long terme font l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement pour faire face aux risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée est un produit financier net de 96 K€

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux Swap.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 15 K€ sur le résultat au 30 juin 2017.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	2 298	5 580	3 178	11 056

Les montants du portefeuille sont exprimés en notionnel courant.

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2017	31/12/2016
Avances et acomptes reçus	3 029	547
Dettes fiscales et sociales	43 563	33 927
Fournisseurs d'immobilisations	2 638	2 705
Dettes diverses	16 200	16 532
Produits constatés d'avance		4
Instruments financiers dérivés	265	361
Total	65 695	54 076

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

2.9 Juste valeur des instruments financiers

Classes comptables et juste valeur

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leur valeur comptable dans l'état de situation financière.

en K€	Note	Actifs au coût d'acquisition	Désignés à la juste valeur par le résultat	Prêts et créances	Total valeur comptable	Juste valeur
Participations non consolidées	2.1.6	405			405	405
Prêts	2.1.6			913	913	795
Autres créances	2.1.6			1 103	1 103	1 103
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actif		91 070		91 070	91 070
Créances clients et comptes rattachés	2.2.2			149 157	149 157	149 157
Total actif		405	91 070	151 173	242 648	242 530

en K€	Note	Juste valeur instruments dérivés	Autres passifs financiers	Total valeur comptable	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	2.8	265		265	265
Emprunts auprès des Ets de crédit	2.6		110 232	110 232	110 232
Dettes financières diverses	2.6		871	871	871
Concours bancaires	2.6		5 501	5 501	5 501
Comptes courants créditeurs	2.6		23 002	23 002	23 002
Dettes fournisseurs d'immobilisations	2.8		2 638	2 638	2 638
Dettes fournisseurs	Passif		63 253	63 253	63 253
Total passif		265	205 497	205 762	205 762

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau ci-après analyse les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée à l'aide de prix cotés (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).
- Niveau 3 : juste valeur évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

en K€	Note	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<u>Actif</u>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Actif	91 070	–	–
<u>Passif</u>				
Swaps de taux d'intérêt	2.8	–	265	–

2.10 Engagements hors bilan

➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Les principes appliqués par le groupe sont décrits dans la note 12 de présentation des états financiers consolidés.

Au titre de l'exercice 2017, les quantités allouées s'élèvent à 67 283 tonnes et les émissions de CO₂ du 1^{er} semestre 2017 à 47 331 tonnes.

Le nombre de quotas restant à recevoir au titre de la période d'allocation est de 191 592 tonnes.

➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est caution solidaire au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.

2.11 Impôt sur les bénéfices – Preuve d'impôt

en K€	30/06/2017	30/06/2016
Résultat de l'ensemble consolidé après impôt	6 354	6 020
Dépréciation des goodwills, net de profit d'acquisition	-	-863
Impôts sur les bénéfices	2 637	2 390
Impôts différés	-76	-1 078
Base fiscale consolidée	8 915	6 469
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	2 972	2 156
Résultats déficitaires des sociétés fiscalement non intégrées	-	147
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	-	-130
Différences de taux d'imposition	-70	-232
Décalage d'imposition	-332	-127
Débets et crédits d'impôt	-21	-768
Autres impacts	12	266
Charge d'impôt effective	2 561	1 312
Impôts sur les bénéfices	2 637	2 390
Impôts différés	-76	-1 078
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	2 561	1 312

2.12 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2017	30/06/2016
Cadres	503	478
Employés	868	887
Ouvriers et autres salariés	1 829	1 861
Total	3 200	3 226
Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	20 798	21 173

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel et s'élève à 2 078 K€ au 1^{er} semestre 2017.

2.13 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2017	30/06/2016
Participations & produits des autres immos financières	2	5
Revenus des autres créances et VMP	379	465
Autres produits financiers	136	90
Instruments financiers – variation de juste valeur	96	-
Reprises sur provisions et dépréciations	-	511
Différences de change	723	859
Produits nets sur cession de VMP	-	6
Total des produits financiers	1 336	1 936
Dotation aux provisions et dépréciations	21	34
Intérêts et charges financières	456	541
Instruments financiers – variation de juste valeur	-	242
Différences de change	1 537	1 948
Autres charges financières	59	65
Total des charges financières	2 073	2 830

2.14 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

en K€	30/06/2017	31/12/2016
<u>Bilan</u>		
Montants en compte courant :		
Dettes portant intérêt	15 000	15 000
Partie à court terme des dettes portant intérêt	8 000	6 000
<u>Compte de résultat</u>		
Charges financières	106	248
Redevances	664	1 258
Locations	3 175	6 473

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Ets Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

Les locations d'ensembles industriels ou logistiques et de bureaux à certaines sociétés du Groupe Exacompta Clairefontaine sont faites aux conditions du marché.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 894 K€ pour le 1^{er} semestre 2017.

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe.

Le montant total des jetons de présence partagés par les Administrateurs s'élève à 60 K€ en 2017, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2015.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Cadrage avec le bilan consolidé :

- Les autres actifs affectés regroupent les stocks et les acomptes versés
- Les actifs non affectés sont constitués des créances d'impôt et des impôts différés actifs

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2017

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	143 577	224 479	-73 292	294 764
Amortissements nets des reprises	5 814	7 804		13 617
Dépréciations et provisions	492	256		748
Résultat opérationnel (hors goodwill)	9 775	181	-304	9 652
Dépréciation des goodwill				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	108 700	122 699		231 399
<i>Dont investissements</i>	7 939	8 720		16 659
Goodwills		28 266		28 266
Créances clients	51 976	134 531	-37 350	149 157
Autres créances	3 778	15 805	-86	19 497
<i>Total au bilan</i>	55 754	150 336	-37 436	168 654
Autres actifs affectés	56 822	132 665	-2 415	187 072
<i>Actifs non affectés</i>				4 129
Total des actifs	221 276	433 966	-39 851	619 520

Passifs sectoriels

Provisions courantes	2 083	6 921		9 004
Dettes fournisseurs	24 218	76 385	-37 350	63 253
Autres dettes	20 582	45 207	-94	65 695
<i>Passifs non affectés</i>				124
Total des passifs	46 883	128 513	-37 444	138 076

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2017

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	188 897	89 642	16 225	294 764
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	215 512	9 528	6 359	231 399
<i>Dont investissements</i>	15 370	1 144	145	16 659
Goodwills	28 266			28 266
Créances clients	130 237	16 356	2 564	149 157
Autres créances	15 348	750	3 399	19 497
<i>Total au bilan</i>	145 585	17 106	5 963	168 654
Autres actifs affectés	174 151	6 307	6 614	187 072
<i>Actifs non affectés</i>				4 129
Total des actifs	563 514	32 941	18 936	619 520

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2016

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	142 916	222 644	-70 799	294 761
Amortissements nets des reprises	5 735	7 836		13 571
Dépréciations et provisions	566	-717		-151
Résultat opérationnel (hors goodwills)	6 717	965	-319	7 363
Profit d'acquisition		-863		

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	106 273	119 829		226 102
<i>Dont investissements</i>	7 342	6 448		13 790
Goodwills		31 613		31 613
Créances clients	50 804	133 441	-35 859	148 386
Autres créances	3 506	13 904	-80	16 520
<i>Total au bilan</i>	54 310	146 535	-35 939	164 906
Autres actifs affectés	60 439	132 784	-2 337	190 886
<i>Actifs non affectés</i>				2 770
Total des actifs	221 022	430 761	-38 276	616 277

Passifs sectoriels

Provisions courantes	2 130	1 595		3 725
Dettes fournisseurs	22 929	74 925	-35 842	62 012
Autres dettes	20 328	42 745	-100	62 973
<i>Passifs non affectés</i>				261
Total des passifs	45 387	119 265	-35 942	128 971

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2016

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	187 286	91 692	15 783	294 761
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	210 665	8 319	7 118	226 102
<i>Dont investissements</i>	12 696	1 037	57	13 790
Goodwills	31 613			31 613
Créances clients	128 151	17 138	3 097	148 386
Autres créances	12 993	617	2 910	16 520
<i>Total au bilan</i>	141 144	17 755	6 007	164 906
Autres actifs affectés	177 412	6 399	7 075	190 886
<i>Actifs non affectés</i>				2 770
Total des actifs	560 834	32 473	20 200	616 277

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean Marie Nusse
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

SEREC AUDIT

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris
70 bis rue Mademoiselle
75015 PARIS

BATT AUDIT

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Nancy
25 rue du Bois de la Champelle
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle
au 30 juin 2017**

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

Société Anonyme

88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE AU 30 JUIN 2017

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE
Société Anonyme
88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris et Vandœuvre-lès-Nancy, le 7 septembre 2017

Les commissaires aux comptes,

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Benoît GRENIER

Pascal FRANCOIS